



Syndicat **Force Ouvrière** DGFIP  
Section locale **FO DGFIP62**  
DDFiP du Pas de Calais 62000 ARRAS

\*\*\*\*\*

☎ : 06.04.40.51.41

@ : [fo.ddfip62@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:fo.ddfip62@dgfip.finances.gouv.fr)

🌐 Site web : [www.fo-dgfip-sd.fr/062/](http://www.fo-dgfip-sd.fr/062/)

« Si celui qui lutte peut perdre, celui qui ne lutte pas a déjà perdu » Bertolt Brecht

## Journée de Grève et mobilisation du 15 mai 2014

Dans la continuité des actions déjà menées dans le département, la journée du 15 mai se devait d'être une réussite. C'est chose faite autant du point de vu de la grève que de la mobilisation organisée à Arras.

### Un taux de grève à la hauteur du mécontentement !

Le taux officiel de grévistes sur le département n'est pas encore connu, mais les premiers chiffres démontrent que cette journée de grève est massivement suivie dans les services : 59% à Hénin, 53% à St Omer, 73% à Bruay, 60% à Béthune, 79% à Lens... et de nombreuses trésoreries sont fermées.

### La mobilisation du 15 mai 2014 devant les locaux de la Direction

#### Le rassemblement devant la Direction

A 9h30 plus d'une centaine d'agents des finances publiques étaient déjà rassemblée devant la Direction

#### L'audience avec le Directeur

Le Directeur Départemental des Finances Publiques, M. SAISON et la Directrice du Pôle Pilotage et Ressources, Mme AMMIRATI nous ont reçus.

Vos représentants syndicaux FO-DGFIP62, Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques et CFDT Finances Publiques ont fait lecture de la déclaration liminaire des CTL des 17 et 24 avril (cf. ci dessous) à laquelle le Directeur avait toujours refusé de répondre.

Aujourd'hui, sa première réponse a été de menacer vos représentants des personnels. Il condamne les blocages de sites et souhaite y mettre fin.

Ensuite, il a affirmé connaître les difficultés de fonctionnement des services du fait des suppressions d'emplois et de la réduction des moyens.

Nous lui avons rappelé qu'il ne se s'agit plus de difficultés ! Il s'agit d'impossibilité pour les services de fonctionner normalement !

Enfin, il nous a répondu qu'il refusait de faire un courrier au Directeur Général dans lequel il reconnaîtrait que les suppressions d'effectifs, la réduction des moyens et la mise en place de la démarche stratégique ne permettent plus d'assurer un service public de qualité dans le département.

Face à ce refus, vos représentants ont quitté la salle.



Rejoignez **FORCE OUVRIERE** – Le syndicat qui reste un syndicat  
1ère Organisation Syndicale dans la Fonction Publique d'Etat

## La manifestation vers la préfecture



## L'audience à la préfecture

Attentif à notre mobilisation qui s'intensifie depuis plusieurs semaines dans tout le département, le directeur de cabinet du préfet nous a accordé une audience.

Il a reconnu le paradoxe qu'il y a à vouloir continuer les suppressions de postes dans un ministère où l'intensification des moyens alloués au contrôle fiscal, au recouvrement et à la bonne gestion financière des collectivités permettrait d'augmenter nos recettes et par là même contribuer à retrouver un équilibre budgétaire.

Il a qualifié notre démarche et nos revendications de constructives et s'est engagé à faire remonter nos remarques.

**Si la préfecture semble nous entendre,  
la DDFiP du Pas-de-Calais, elle, continue à rester sourde  
face à nos revendications.**

**La mobilisation continue donc.**

**Cet après-midi c'est au tour du centre des Finances Publiques d'ARRAS - Diderot de rester fermé  
au public.**

**Les agents restent mobilisés pour :**

- **Exiger l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois**
- **Exiger l'arrêt immédiat de la démarche stratégique**
- **Dénoncer la dégradation des conditions de travail**

**Rejoignez FORCE OUVRIERE – Le syndicat qui reste un syndicat  
1ère Organisation Syndicale dans la Fonction Publique d'Etat**

## Déclaration liminaire commune des OS : SOLIDAIRES62, FO DGFIP62 et CGT62 CTL du 17 avril 2014

Monsieur le président,

**Solidaires Finances Publiques 62, FO-DGFIP 62** et la **CGT Finances Publiques 62** réunies en intersyndicale constatent que la modernisation de l'action publique (MAP) poursuit et amplifie les objectifs de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP). Nous en exigeons l'arrêt immédiat.

De la même manière, à la DGFIP nous exigeons dès maintenant l'abandon de la démarche stratégique qui ne vise qu'à faire des économies par le démantèlement du réseau au détriment des emplois et des missions.

Nous exigeons également les moyens humains et matériels nécessaires au bon exercice de toutes nos missions

Nous dénonçons l'attitude des gouvernements successifs qui cherchent à donner des gages aux marchés financiers en supprimant les emplois publics et en transférant les missions au secteur privé.

Nous rejetons tout processus de réduction, privatisation ou externalisation des missions et réaffirmons notre attachement aux principes républicains de séparation des pouvoirs : ordonnateur/comptable, assiette/recouvrement et responsabilité personnelle et pécuniaire du comptable public, maintien des missions du domaine et du cadastre.

C'est pourquoi, nous exigeons l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois ; 188 suppressions dans le Pas-de-Calais depuis la fusion en 2009 c'est plus de 10% de nos emplois qui ont disparu.

Quatre années de gel des salaires, des milliers de suppressions d'emplois ; les agents n'en peuvent plus de vivre seuls les efforts demandés alors que dans le même temps les postes d'encadrement supérieurs et de pilotage se multiplient.

Nous nous opposons :

- **aux dégradations des conditions de travail des agents de la DGFIP :**
- **à la précarisation des fonctionnaires ;**
- **à toutes les réformes qui entraînent des restructurations, fusions et fermetures de centres ou services ;**
- **à toute régionalisation, voire inter-régionalisation de nos missions.**

Dans le Pas-de-Calais, les agents des finances publiques n'en peuvent plus. Ils se sont largement mobilisés le 20 mars. **43%** d'entre eux étaient en grève. **17 sites sur le département étaient fermés**, de très nombreuses résidences ont connu des taux de grévistes exemplaires : Bruay-la-Buissière 67 %, Lens 73,86 %, Béthune et Boulogne-sur-Mer plus de 60 %, Hénin-Beaumont 74 %... Nous réitérons officiellement notre demande d'obtenir les statistiques réelles des grévistes par résidences et par services.

Malgré cette mobilisation massive du 20 mars, les agents du Pas de Calais estiment qu'ils n'ont été entendus ni des ministres, ni de leur direction locale.

En effet, le discours ministériel demeure désespérément inchangé. Justifiant le « pacte de responsabilité » et la recherche d'économies budgétaires, le Ministre de l'économie et des finances a même clairement laissé entendre que les suppressions d'emplois et la baisse des moyens budgétaires se poursuivront à la DGFIP.

Il en est de même du discours local puisque vous n'écoutez ni n'entendez les arguments des représentants des personnels tant en Comité Technique Local qu'en Comité Hygiène Sécurité et Conditions de Travail.

Aussi, ils sont décidés à se saisir de tous les moyens d'actions possibles pour :

- l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois dans un ministère aux missions régaliennes ;
- préserver un vrai service public au service de ses usagers, simples citoyens mais aussi élus ;
- stopper la dégradation de leurs conditions de travail.

Le retour à l'équilibre budgétaire ne peut s'accomplir sans assurer les recettes de l'Etat, or nous n'avons plus les moyens humains et budgétaires pour travailler correctement et assurer ces recettes. Sur l'autel des économies budgétaires, rien ne sert de baisser les dépenses, si l'Etat lui-même se coupe les bras pour assurer les recettes primordiales à cet équilibre budgétaire.

Défendre les finances publiques c'est aussi sécuriser les ressources de la nation!

Monsieur le président, nos questions sont simples :

1. Que comptez-vous faire pour améliorer les conditions de travail de vos agents?
2. Quelle garantie offrez-vous pour le maintien du maillage territorial?
3. Quelle garantie offrez-vous pour le maintien d'un service public de proximité pour les élus?
4. Quelle garantie offrez-vous pour le maintien d'un service public de qualité pour tous nos contribuables?



Les élus en CTL pour **SOLIDAIRES Finances Publiques, FO-DGFIP** et **CGT Finances Publiques**